

***Le Directeur de l'évaluation de la
performance, de l'achat, des finances et
de l'immobilier***

Service achat, innovation et logistique du
ministère de l'Intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de
l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Affaire suivie par : sailmi-achats-securite-
interieure@interieur.gouv.fr

Paris, 23 février 2026

RC

SAILMI/SDASEM/BAM

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Réservation d'hébergements de groupes, de service de restauration et de prestations associées au profit :

- des unités et fractions d'unité des forces mobiles en déplacement collectif ;
- de la direction zonale nord de la police nationale dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine ;
- et pour l'ensemble des agents du ministère de l'Intérieur dans le cadre des grands évènements.

Annexe 1 : Cadre de réponses technique et grille d'évaluation de la performance des prestations – LOTS 1 et 2

Annexe 2 : Jugement des offres – Critères prix et conditions d'annulation – LOT 1

Annexe 3 : Jugement des offres – Critères prix et conditions d'annulation – LOT 2

Annexe 4 : Formulaire DC1 et notice explicative

Annexe 5 : Formulaire DC2 et notice explicative

Annexe 6 : Formulaire DC4 et notice explicative

Annexe 7 : Charte de déontologie

Annexe 8 : Modalités de signature électronique

Le présent cahier des clauses particulières comprend 17 pages, y compris celle-ci, numérotées de 1 à 17

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L’ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE	4
ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DE L’ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 3 - FORME ET DUREE DE L’ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 4 - ESTIMATION DE L’ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 5 – ACCEPTATION DES CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 6 – NEGOCIATION	6
ARTICLE 6 –VARIANTES	6
ARTICLE 7. ELEMENTS A PRENDRE EN CONSIDERATION POUR ETABLIR UNE OFFRE	6
ARTICLE 8. CLAUSE D’EXECUTION SOCIALE – INSERTION PAR L’ACTIVITE ECONOMIQUE	7
ARTICLE 9. DISPOSITION RELATIVES A LA CANDIDATURE	7
9.1 Pièces à fournir au titre de la candidature	7
9.1.1. Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME)	7
9.1.2. Candidature hors DUME	8
9.2 Examen des candidatures	8
9.3. Candidature d’un groupement d’opérateurs économiques	9
ARTICLE 10. DISPOSITIONS RELATIVES A L’OFFRE	10
10.1 Pièces à fournir au titre de l’offre	10
10.2 Conditions de remise des offres	10
10.2.1. Dépôt d’une offre électronique	10
10.2.2. Copie de sauvegarde	11
10.2.3. Antivirus	11
10.2.4. Date et heure limites de dépôt des offres	12
10.3 Gestion des plis	12
10.4. Délai de validité des offres	12
10.5. Examen des offres	12
ARTICLE 11. JUGEMENT DES OFFRES	13
11.1. Jugement du critère prix	13
11.1.1 Pour le LOT 1	13
11.1.2 Pour le LOT 2	13
11.2. Jugement du critère conditions d’annulation	14

11.2.1	Pour le LOT 1	14
11.2.2	Pour le LOT 2	14
	11.3. Jugement du critère valeur technique	15
11.3.1	Pour le LOT 1	15
	11.4. Note finale	16
ARTICLE 12. ATTRIBUTION		16
	12.1. Classement final des offres	16
	12.2. Attribution finale de l'accord-cadre	16
ARTICLE 13. ÉCHANGES AVEC L'ADMINISTRATION – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES		17

Article 1 – Objet de l'accord-cadre

La présente consultation a pour objet la réservation d'hébergement de groupe, de service de restauration et de prestations associées au profit :

- des unités et fractions d'unité des forces mobiles en déplacement collectif ;
- de la direction zonale nord de la police nationale dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine ;
- et pour l'ensemble des agents du ministère de l'Intérieur dans le cadre des grands événements.

Il s'agit de prestations d'hébergement avec petit déjeuner inclus, de restauration de groupe (déjeuner et dîner) et prestations associées (location de bureau, cuisines, parking, foyer, etc.) au profit des unités et fractions d'unités des forces mobiles à partir de 10 agents.

Le MIN-INT attend du titulaire qu'il :

- réponde aux exigences détaillées dans le présent CCP ;
- s'attache à proposer toutes les offres tarifaires optimisées disponibles sur le marché, et correspondant à la demande et aux besoins des services utilisateurs ;
- soit disponible et réactif pour répondre aux besoins des services utilisateurs, gérer les urgences et autres complexités liées à l'activité des services utilisateurs, selon les modalités définies dans le présent CCP.

La réservation d'hébergement, de service de restauration et de prestations associées pour les jeux olympiques 2030 n'est pas intégrée au périmètre du présent accord-cadre.

Article 2 – Cadre juridique

L'accord-cadre est soumis au Code de la commande publique.

La procédure de passation de l'accord-cadre est celle d'un marché à procédure adaptée, dans les conditions définies aux articles L2123-1 2° et R2123-1 3° du Code de la commande publique.

La consultation a fait l'objet d'un avis d'appel public à la concurrence publié au BOAMP et sur le profil acheteur de la personne publique.

Article 3 - Décomposition de l'accord-cadre

En application de l'article L2113-10 du code de la commande publique, le présent accord-cadre est alloti.

L'accord-cadre se décompose en deux lots :

- **LOT 1** : Réservation d'hébergement, de service de restauration et de prestations associées au profit des compagnies républicaines de sécurité en dehors des grands événements et de la direction zonale nord de la police nationale dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine.
 - **Poste 1** : Réservation d'hébergement, de service de restauration et de prestations associées au profit des compagnies républicaines de sécurité en dehors des grands événements.
 - **Poste 2** : Réservation d'hébergement, de service de restauration et de prestations associées au profit de la direction zonale nord de la police nationale dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine.

- **LOT 2** : Réservation d'hébergement, de service de restauration et de prestations associées au profit des unités et fractions d'unité des forces mobiles en déplacement collectif et de l'ensemble des agents du ministère de l'Intérieur dans le cadre des grands événements.

Le MIN-INT qualifie de « grands événements » toutes manifestations ou événements d'ampleur ou revêtant une sensibilité particulière en raison du contexte ou de la nature du rassemblement. L'analyse des risques particuliers relatifs à la manifestation ou l'événement majeur (objet de la manifestation, conditions de déroulement, nature du risque, sensibilité de l'activité, nombre de participants, lieu d'implantation...) imposent la mise en œuvre d'un dispositif nécessitant le déplacement des forces de sécurité, pouvant réaliser des missions de sécurisation, d'appui aux forces de sécurité locales ou de prévention des crises, mais aussi des missions de maintien de l'ordre.

Le détail des prestations figure dans le présent cahier des clauses particulières (CCP).

Article 3 - Forme et durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Pour chacun des lots, il s'exécute par l'émission de bons de commande, en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique, au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

L'accord-cadre est mono-attributaire par lot.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

Pour chacun des lots, l'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux ans à compter de sa date de notification. Il est reconductible deux fois de manière tacite par période d'un an supplémentaire, sa durée maximale ne pouvant dépasser quatre ans à compter de la date de sa notification.

Pour le lot 1, l'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux ans à compter du 17 mai 2026 ou de la date de sa notification si elle est postérieure. Il est reconductible deux fois de manière tacite par période d'un an supplémentaire, sa durée maximale ne pouvant dépasser quatre ans à compter du 17 mai 2026 ou de la date de sa notification.

Pour le lot 2, l'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux ans à compter de la date de sa notification. Il est reconductible deux fois de manière tacite par période d'un an supplémentaire, sa durée maximale ne pouvant dépasser quatre ans à compter de la date de sa notification.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'administration notifie sa décision au titulaire au plus tard trois mois avant le terme de la période initiale ou au plus tard 3 mois avant le terme de l'accord-cadre reconduit une fois.

La décision est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

L'exécution du présent accord-cadre prend effet à compter de la date de sa notification.

Toutes les demandes, concernant l'objet de l'accord-cadre, faites à partir de la date de sa notification devront être transmises au titulaire.

Article 4 - Estimation de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans minimum, et avec un maximum sur 4 ans de :

- LOT 1 : 889 500 000 € TTC
- LOT 2 : 225 000 000 € TTC

Le montant estimatif des dépenses liées à l'objet de l'accord-cadre sur 4 ans est de :

- LOT 1 : 296 500 000 € TTC
- LOT 2 : 75 000 000 € TTC

Les montants estimatifs indiqués ne sauraient engager contractuellement l'Administration pour l'exécution de l'accord-cadre.

Article 5 – Acceptation des conditions de la consultation

La participation à l'appel d'offres vaut acceptation, sans restriction, du présent règlement de la consultation et de tous les documents constitutifs de l'accord-cadre.

Article 6 – Négociation

L'article R2123-5 du Code de la commande publique autorise la négociation avec les candidats dans le cadre d'une procédure adaptée.

Dans l'hypothèse d'une négociation, l'administration négociera les conditions tarifaires, les conditions d'annulation avec les deux candidats ayant présenté les meilleures offres.

Le calendrier et les modalités de négociation seront définis auprès des candidats retenus. L'administration se réserve le droit de réaliser les négociations par téléphone, mail, visioconférence ou en présentiel.

Les nouvelles offres sont analysées conformément aux dispositions de l'article 11 du présent document et font l'objet d'un nouveau classement.

Toutefois, l'administration se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Article 6 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 7. Eléments à prendre en considération pour établir une offre

Outre le présent règlement de la consultation et ses annexes, les documents à prendre en compte par le candidat pour établir son offre, sont les suivants :

- l'annexe 1 à l'acte d'engagement relative aux prix et aux conditions d'annulation – Annexe financière et conditions d'annulation;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de

- fournitures courantes et services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les éventuelles réponses apportées par l'Administration aux questions posées par les candidats pendant la consultation ;
- l'avis d'appel public à la concurrence.

Les candidats ont à produire un dossier complet. Le dossier de consultation est fourni gratuitement par la personne publique.

Tous les documents administratifs et techniques obligatoires, présentés doivent être rédigés en langue française. Les autres documents, en langue étrangère, ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés d'une traduction complète en langue française. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme, ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalent est soumis à l'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Article 8. Clause d'exécution sociale – Insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique incluant dans le cahier des charges de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Pour l'exécution du marché, l'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement mis en œuvre par :

Ensemble Paris Emploi Compétences
209 rue La Fayette
75 010 Paris

Les candidats ne sont pas autorisés à formuler de réserve dans leur offre sur la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition d'exécution sera déclarée irrégulière au motif de non-respect du cahier des charges.

Article 9. Disposition relatives à la candidature

9.1 Pièces à fournir au titre de la candidature

9.1.1. Candidature sous forme de document unique de marché européen (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé.

Le DUME devra être dûment complété et signé par une personne habilitée à engager l'opérateur économique.

9.1.2. Candidature hors DUME

Les documents à fournir sont les suivants :

1- Une lettre de candidature – imprimé DC1 joint ou équivalent.

2- Une déclaration sur l'honneur du candidat, signée par une personne (nommément désignée) ayant capacité à engager l'opérateur économique, au sens de l'article L2142-1 du code de la commande publique, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-10 dudit code, notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail.

Le document « lettre de candidature », imprimé DC1 joint, peut être utilisé ;

3- Afin d'apprécier les capacités économiques et financières du candidat : une déclaration concernant le chiffre d'affaires, hors taxes global et dans le domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles.

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

Les sociétés de création récentes sont autorisées à prouver leur capacité économique par tout autre moyen, notamment une déclaration appropriée de banque, ou la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents.

4- Afin d'apprécier les capacités techniques et professionnelles du candidat : une liste des principales prestations réalisées au cours des trois dernières années, en rapport avec l'objet de l'accord-cadre, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé des prestations et/ou services.

Le document « déclaration du candidat », imprimé DC2 joint, peut être utilisé.

À défaut de références, le candidat est autorisé à présenter tout moyen de preuve de sa capacité technique et professionnelle qu'il juge pertinent au regard de l'objet de l'accord-cadre.

Recours aux bases de données et espace de stockage numérique :

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, le candidat n'est pas tenu de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement, par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans son dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace, et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

L'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus et liés à l'objet du marché.

Des justificatifs peuvent être demandés au candidat, à tout moment de la procédure, avant l'attribution de l'accord-cadre.

9.2 Examen des candidatures

Conformément à l'article R2161-4 du Code de la commande publique, l'acheteur examinera les offres avant les candidatures.

En application de l'article R. 2144-3 du code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats sera effectuée au plus tard avant

l'attribution du marché à l'attributaire pressenti.

Conformément à l'article R2144-2 du Code de la commande publique, si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que des pièces dont la production était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter leur dossier dans un délai identique pour tous.

Dans ce cas, en application de l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

9.3. Candidature d'un groupement d'opérateurs économiques

Les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire, au sens de l'article R.2142-20 du Code la commande publique.

Un opérateur économique ne peut présenter plusieurs offres, en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Il représente l'ensemble de ses membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne des prestations des membres du groupement.

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité de la capacité requise pour exécuter l'accord-cadre.

Rappel: v. article R. 2142-22 du CCP: « L'acheteur peut exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée après l'attribution du marché public dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution. Dans ce cas, l'acheteur justifie cette exigence dans les documents de la consultation ».

9.4. Précisions sur la sous-traitance et le recours aux capacités d'autres opérateurs économiques

Dans les conditions prévues aux articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique, certaines parties de l'accord-cadre peuvent être sous-traitées (prestations de service). Cette sous-traitance est menée dans le respect des dispositions des articles R.2193-1 et suivants dudit code.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs, et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

L'opérateur sur lequel s'appuie le candidat peut être un sous-traitant.

La sous-traitance totale des prestations est interdite. Le titulaire doit réaliser une part

significative des prestations.

La présentation d'un sous-traitant peut se faire à l'aide de l'imprimé DC4 (modèle de déclaration de sous-traitance – formulaire et note explicative en annexe VI) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Article 10. Dispositions relatives à l'offre

10.1 Pièces à fournir au titre de l'offre

Pour chaque lot, au titre de son offre, le soumissionnaire doit impérativement fournir :

1- L'annexe 1 à l'Acte d'engagement relative aux prix et aux conditions d'annulation – Bordereau de prix et conditions d'annulation dûment renseignée. La trame de cette annexe ne peut être modifiée. Ce document sera, lors de la conclusion du contrat, annexé à l'acte d'engagement (formulaire ATTR11).

Le candidat veille à renseigner les conditions d'annulation qu'il propose.

2- Le dossier technique constitué :

- D'un mémoire technique comportant tous les renseignements permettant de vérifier la conformité de l'offre au regard des exigences techniques définies dans le présent CCP ;
- D'un dossier d'évaluation technique (01-RC_Annexe 1_DOSSIER EVALUATION TECHNIQUE) comportant des informations suffisamment explicites pour en évaluer la performance technique.

10.2 Conditions de remise des offres

Les soumissionnaires prennent en charge tous les frais consécutifs au dépôt de l'offre.

10.2.1. Dépôt d'une offre électronique

Les offres sont transmises exclusivement par voie électronique, par le biais de la plateforme des achats de l'État (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>.

Les modalités pratiques de dépôt des candidatures et des offres sont précisées dans le « Guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques », accessible et téléchargeable sous l'onglet « Aide », puis « Guides d'utilisation » du site de la PLACE.

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables : .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

10.2.2. Copie de sauvegarde

Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires peuvent, conformément aux dispositions de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, et s'ils le souhaitent, faire parvenir au pouvoir adjudicateur, dans le délai prévu pour la remise des offres, une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique.

Cette copie est adressée :

- soit par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Place Beauvau
75800 Paris Cedex 08

- soit par transporteur/livreur dans des conditions permettant de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de sa réception, ainsi que sa confidentialité, à l'adresse suivante :

Ministère de l'Intérieur
Secrétariat général
Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'intérieur
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des marchés
Bureau des achats métiers
Immeuble Garance
18 rue des Pyrénées
75020 Paris
Téléphone : 01 86 21 60 03 / 01 86 21 61 46

Dans les deux hypothèses, les plis comportent les mentions suivantes :

- « Appel d'offres hébergement et restauration – LOT 1/LOT 2 »
- « Copie de sauvegarde »
- Raison sociale du candidat
- « Ne pas ouvrir par le service courrier »

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019, fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres ;
- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

10.2.3. Antivirus

Les soumissionnaires doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraîne l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli est considéré comme n'ayant jamais été reçu et les soumissionnaires en sont

avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Dans l'hypothèse où une copie de sauvegarde a été remise, cette copie de sauvegarde est ouverte si un programme informatique malveillant a été détecté.

10.2.4. Date et heure limites de dépôt des offres

Les plis électroniques, les éventuelles copies de sauvegarde doivent être remis avant le :

01 avril 2026 à 14h00

Les envois sont effectués aux frais et risques du soumissionnaire. Ce dernier est seul responsable du moyen d'acheminement choisi et du respect des délais de remise des plis.

10.3 Gestion des plis

Tout pli qui parviendra au-delà de la date et de l'heure limites de dépôt sera considéré comme hors délai. Il sera non ouvert, enregistré, puis conservé par l'Administration.

Ces plis ne pourront en cela plus être retirés et demeureront la propriété de la personne publique.

Les soumissionnaires seront informés, par écrit, du rejet de leur candidature et/ou de leur offre.

10.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six mois, à compter de la date limite de réception des offres.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, la personne publique peut demander, par écrit, aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation unanime, notifiée par écrit à la personne publique, les soumissionnaires sont engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai.

10.5. Examen des offres

Les offres jugées inappropriées, ou inacceptables seront écartées et ne feront pas l'objet d'une notation.

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-2 du Code de la commande publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

Conformément à l'article R2161-5, l'acheteur peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre.

Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation, ni à une modification de l'offre.

La conformité des offres sera examinée au regard du mémoire technique transmis par les candidats au titre de leur offre.

Seules les offres déclarées conformes seront par la suite évaluées au vu des documents fournis par les candidats.

Article 11. Jugement des offres

Pour le lot 1, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera, pour les offres techniquement conformes, en application de l'article R.2152-7 du Code de la commande publique et des critères suivants, pondérés en fonction de leur importance.

Critères	Pondération
Critère prix	60 %
Critère valeur technique	30 %
Critère conditions d'annulation	10 %

Pour le lot 2, le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'effectuera, pour les offres techniquement conformes, en application de l'article R.2152-7 du Code de la commande publique et des critères suivants, pondérés en fonction de leur importance.

Critères	Pondération
Critère prix	60 %
Critère valeur technique	35 %
Critère conditions d'annulation	5 %

11.1. Jugement du critère prix

11.1.1 Pour le LOT 1

Les prix de référence sont indiqués en annexe 1 à l'acte d'engagement, dans l'onglet 1) Prix de référence et 2) Prestations associées.

Méthode de notation du critère prix :

Le scénario en annexe 2 du présent document sera appliqué aux prix de référence TTC pour les prestations d'hébergement et de restauration, et aux prix de référence forfaitaires unitarisés TTC des prestations associées proposés par chaque soumissionnaire en annexe 1 à l'acte d'engagement.

En considérant que chaque agent est hébergé en chambre seul avec petit déjeuner sur un site unique.

Le candidat qui a présenté l'offre la plus basse se voit attribuer la note maximale de 60 points.

Les autres candidats se verront attribuer un nombre de points calculé à partir de la formule suivante :

$$N \text{ prix} - \text{LOT 1} = (\text{Montant total TTC de l'offre la plus basse} / \text{Montant total TTC de l'offre examinée}) \times 60$$

11.1.2 Pour le LOT 2

Les prix unitaires et moyens de référence sont indiqués en annexe 1 à l'acte d'engagement, dans l'onglet 1) Prix de référence et 2) Prestations associées.

Méthode de notation du critère prix :

Le scénario en annexe 3 sera appliqué aux prix moyens de référence TTC pour les prestations d'hébergement et de restauration, et aux prix de référence forfaitaires unitarisés TTC des prestations associées proposés par chaque soumissionnaire en annexe 1 à l'acte d'engagement. En considérant que chaque agent est hébergé en chambre seul avec petit déjeuner sur un site unique.

Le candidat qui a présenté l'offre la plus basse se voit attribuer la note maximale de 60 points.

Les autres candidats se verront attribuer un nombre de points calculé à partir de la formule suivante :

$$N \text{ prix} - \text{LOT 2} = (\text{Montant total TTC de l'offre la plus basse} / \text{Montant total TTC de l'offre examinée}) \times 60$$

11.2. Jugement du critère conditions d'annulation

11.2.1 Pour le LOT 1

Les conditions d'annulation sont portées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, dans l'onglet « 3) Conditions d'annulation ».

Méthode de notation du critère conditions d'annulation :

Le critère conditions d'annulation est apprécié en appliquant les 5 scénarii en annexe 2 aux pourcentages du montant dû en fonction du délai d'annulation mentionnés dans les conditions d'annulation proposées par chaque soumissionnaire (dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement).

Si un soumissionnaire ne propose pas de conditions d'annulation meilleures que les conditions d'annulation maximum voulues par l'administration (voir article 12.2 du CCP), ce sont les conditions d'annulation maximum voulues par l'administration qui s'applique pour le calcul de la note du critère conditions d'annulation.

Le candidat qui a présenté l'offre obtenant le coût total le moins élevé se voit attribuer la note maximale de 10 points.

Les autres candidats se verront attribuer un nombre de points calculé à partir de la formule suivante :

$$N \text{ conditions d'annulation} - \text{LOT 1} = (\text{coût le plus bas} / \text{coût de l'offre examinée}) \times 10$$

11.2.2 Pour le LOT 2

Les conditions d'annulation sont portées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement, dans l'onglet « 3) Conditions d'annulation ».

Méthode de notation du critère conditions d'annulation :

Le critère conditions d'annulation est apprécié en appliquant les 5 scénarii en annexe 3 aux pourcentages du montant dû en fonction du délai d'annulation mentionnés dans les conditions d'annulation proposées par chaque soumissionnaire (dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement).

Si un soumissionnaire ne propose pas de conditions d'annulation meilleures que les conditions d'annulation maximum voulues par l'administration (voir article 12.3 du CCP), ce sont les conditions d'annulation maximum voulues par l'administration qui s'applique pour le calcul de la note du critère conditions d'annulation.

Le candidat qui a présenté l'offre obtenant le coût total le moins élevé se voit attribuer la note

maximale de 5 points.

Les autres candidats se verront attribuer un nombre de points calculé à partir de la formule suivante :

$$N \text{ conditions d'annulation} - \text{LOT 2} = (\text{coût le plus bas} / \text{coût de l'offre examinée}) \times 5$$

11.3. Jugement du critère valeur technique

11.3.1 Pour le LOT 1

Pour le lot 1, la valeur technique est appréciée à la lecture de l'offre du soumissionnaire et notamment du cadre de réponse technique.

L'évaluation de la valeur technique est effectuée en tenant compte des sous-critères techniques et du barème de notation spécifié dans la grille d'évaluation technique onglet performance technique (RC_Annexe 1_DOSSIER EVALUATION TECHNIQUE_HEBERGEMENT_2026).

La somme des points obtenus par chacune des offres proposées par les soumissionnaires, lors de l'évaluation de sa valeur technique, est notée VT.

La note du critère valeur technique, notée N_{VT} , est établie sur 30 points par application de la formule suivante :

$$N_{VT} - \text{LOT 1} = 30 \times (\text{VT de l'offre à noter} / \text{VT la plus haute des offres proposées par les soumissionnaires})$$

En conséquence, l'offre technique ayant obtenu le plus de points au moment de l'évaluation de la valeur technique se voit attribuer la meilleure note (totalité des points du critère) sur le critère valeur technique, dans le cas présent 30 points. La notation des autres offres est proportionnelle aux écarts de points.

11.3.2 Pour le LOT 2

Pour le lot 2, la valeur technique est appréciée à la lecture de l'offre du soumissionnaire et notamment du cadre de réponse technique.

L'évaluation de la valeur technique est effectuée en tenant compte des sous-critères techniques et du barème de notation spécifié dans la grille d'évaluation technique onglet performance technique (RC_Annexe 1_DOSSIER EVALUATION TECHNIQUE_HEBERGEMENT_2026).

La somme des points obtenus par chacune des offres proposées par les soumissionnaires, lors de l'évaluation de sa valeur technique, est notée VT.

La note du critère valeur technique, notée N_{VT} , est établie sur 35 points par application de la formule suivante :

$$N_{VT} - \text{LOT 2} = 35 \times (\text{VT de l'offre à noter} / \text{VT la plus haute des offres proposées par les soumissionnaires})$$

En conséquence, l'offre technique ayant obtenu le plus de points au moment de l'évaluation de la valeur technique se voit attribuer la meilleure note (totalité des points du critère) sur le critère valeur technique, dans le cas présent 35 points. La notation des autres offres est

proportionnelle aux écarts de points.

11.4. Note finale

Pour chaque lot, la note finale conférée à l'offre du soumissionnaire, notée N finale, sera établie par addition des notes afférentes aux critères prix, conditions d'annulation et valeur technique, selon la formule suivante :

$$\mathbf{N\ finale = N\ prix + N\ conditions\ d'annulation + N_{VT}}$$

Article 12. Attribution

12.1. Classement final des offres

Les offres des candidats seront classées par ordre décroissant, en fonction de la note finale obtenue. L'offre la mieux classée sera retenue sous réserve des dispositions de l'article suivant.

12.2. Attribution finale de l'accord-cadre

L'acheteur demandera au soumissionnaire classé premier, conformément aux dispositions de l'article R.2144-4 du Code de la commande publique, de justifier qu'il n'entre pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, mentionné aux articles L.2141-1 à L.2141-5 dudit code ; notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, les soumissionnaires ne seront pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel, à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à celui-ci soit gratuit.

L'article D.113-14 du Code des relations entre le public et l'administration, résultant du décret 2019-31 du 18 janvier 2019, dispose que les entreprises et les organismes à but non lucratif ne sont pas tenus de produire à l'appui des procédures relatives aux marchés publics, dès lors que ces pièces peuvent être obtenues directement auprès d'une autre administration (l'attestation de régularité fiscale, les attestations de régularité sociale et de vigilance URSSAF).

Le soumissionnaire sera invité, dans le même temps, à déposer un relevé d'identité bancaire (RIB), ainsi que les documents justificatifs et autres moyens de preuve, dans les conditions fixées aux articles R.2143-7 à R.2143-12 du Code de la commande publique.

Si le soumissionnaire ne peut produire les justificatifs, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la demande de l'Administration, son offre sera rejetée.

Le représentant du pouvoir adjudicateur adressera alors la même demande au soumissionnaire le mieux classé et initialement non retenu.

Dès qu'il aura fait son choix, et avant la conclusion de l'accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur avisera, par écrit, tous les autres soumissionnaires du rejet de leurs offres.

Article 13. Échanges avec l'administration – Renseignements complémentaires

Les questions éventuelles des soumissionnaires seront exclusivement adressées au Bureau des achats métiers et de matériels, par le biais de la PLACE.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques six jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande dix jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront envoyées via la PLACE.

Dès lors qu'une réponse pourra apporter une connaissance spécifique ou un avantage à un soumissionnaire pour la compréhension du projet, l'ensemble des soumissionnaires en sera informé via la PLACE.

Il est, en outre, précisé que les renseignements ne pourront être demandés et obtenus uniquement dans le cadre prévu par le présent règlement de la consultation et dans le respect de la stricte égalité entre les différents soumissionnaires.